



Le livre scolaire au défi du numérique

Si le manuel imprimé est sur le déclin, les éditeurs ont du mal à séduire enseignants et élèves avec son format numérique. L'avenir semble être aux ressources pédagogiques en ligne, gratuites pour la plupart. Les géants du Net sont en embuscade.

Il alourdira encore le cartable de nos enfants en cette rentrée scolaire 2018. Pourtant, le manuel scolaire est supposé vivre ses derniers instants, cerné par le numérique, les stars de l'Internet et les comportements des jeunes « Internet natives ».

Chaque année, les étudiants américains dépensent en moyenne 1 200 dollars (1 028 euros) pour leurs manuels

« Les élèves s'attendent désormais à des formats utilisables sur smartphone, mêlant texte, audio et vidéo », prédit Sophie Pène, chercheuse et professeure à l'université Paris-Descartes, spécialiste de l'éducation. A un moment où on légifère pour proscrire les téléphones portables en classe...

Mais la partie n'est pas encore jouée. Aux Etats-Unis, le pays des Google, Apple, Facebook, Amazon ou Microsoft, les grandes maisons de l'édition scolaire, telles que Pearson, McGraw-Hill Education, Cengage ou encore Hachette Book Group, résistent à l'« amazonisation ».

Chaque année, les étudiants américains dépensent en moyenne 1 200 dollars (1 028 euros) pour leurs manuels. Ce budget – 5 milliards de dollars par an au total – a doublé en dix ans, et le marché des livres d'occasion a aussi explosé, notamment par le truchement d'Amazon.

Des résultats pas à la hauteur des ambitions

En France, les groupes Editis (Bordas, Nathan et Le Robert), Hachette Livre (Hatier, Larousse), Albin Michel (Magnard-Vuibert) et Humensis (Belin, PUF/« Que sais-je ? ») détiennent à eux quatre l'essentiel du marché de l'édition scolaire – second segment après la littérature. Cet oligopole, qui dépend de la commande publique et du renouvellement des programmes scolaires, dématérialise tant bien que mal.

En France, la part des ouvrages dématérialisés est de seulement 2,2 % sur le total des ventes de livres « enseignement scolaire » en 2017

« Depuis quinze ans, les éditeurs scolaires accompagnent la transformation et la transition progressive vers le numérique du système éducatif. Nous avons été partenaires de tous les plans et/ou expérimentations successives. Notre objectif majeur est d'être au plus près des attentes, des équipements et des usages du terrain, avec des investissements massifs à la clé », assure Célia Rosentraub, directrice e-éducation au sein d'Hachette Livre et patronne de sa filiale d'édition scolaire Hatier, et par ailleurs présidente de l'association interprofessionnelle Les Editeurs d'éducation.

Force est de constater que les résultats ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées. En France, bien que les éditeurs affirment que « tous leurs manuels scolaires sont proposés dans les deux formats » (papier et numérique), la part des ouvrages dématérialisés est de seulement 2,2 % sur le total des ventes de livres « enseignement scolaire » en 2017, alors que la littérature fait près de deux fois mieux (4,2 %). Cette proportion de livres électroniques augmente néanmoins dans un marché de l'édition scolaire qui, lui, a décliné en 2017 – à 378 millions d'euros, soit 6,4 % sur un an, hors dictionnaires et encyclopédies – et stagne depuis dix ans.

Promesses politiques

« La réforme des programmes scolaires des années 2016 et 2017 [14 manuels scolaires des collèges totalisant 205 666 tonnes de papier en 2016] a eu un effet notable sur la croissance de l'édition numérique scolaire (+ 38,2 %) », indique le Syndicat national de l'édition.

Mais c'est largement insuffisant. Face au million d'enseignants en France, pas moins de quinze millions de jeunes ne demandent qu'à s'approprier ces e-manuels pour peu qu'ils aient les ordinateurs et les tablettes nécessaires en classe et à la maison.

Le bon vieux vidéoprojecteur reste encore le premier équipement de visualisation utilisé dans les classes

Petit problème, les terminaux de lecture font défaut dans les établissements et les capacités des accès au haut débit (s'il y en a !) sont vite saturées par les fréquentations simultanées des utilisateurs. « Nous avons quelques manuels scolaires numériques à l'école, notamment pour la découverte du monde (histoire, sciences, géographie...), mais, personnellement, je n'en utilise pas. Cela dit, je pense que les ouvrages dématérialisés sont l'avenir mais, pour le moment, ils sont très chers et la plupart ne sont utilisables que sur un seul PC – tant que nous ne sommes pas en réseau », témoigne Julien Gourdon, professeur à l'école publique Ferdinand-Buisson, à Montesson, dans les Yvelines. Le bon vieux vidéoprojecteur reste encore le premier équipement de visualisation utilisé dans les classes, loin devant les ordinateurs, les tableaux numériques interactifs et les rares tablettes.

Ce n'est pas faute de promesses politiques. Alors président de la République, François Hollande avait fixé comme objectif – lors du lancement, en mai 2015, du plan numérique pour l'éducation (PNE) doté de 1 milliard d'euros sur trois ans (2015-2018) – que 100 % des collégiens et des professeurs soient équipés d'ordinateurs et de tablettes d'ici à 2018. Mais les éditeurs scolaires ont rapidement déchanté.

La peau dure du manuel papier

« Ce plan, dont le démarrage a été plus lent que prévu dans nombre d'établissements concernés, n'a vu en réalité qu'une année de mise en place en 2016 avant d'être gelé dès l'été 2017 et de s'arrêter définitivement fin 2017 », regrette Sylvie Marcé, aujourd'hui consultante, après avoir dirigé Humensis, groupe d'édition né de la fusion en 2016 de Belin – dont elle était PDG – et des PUF. « Le but n'est pas d'arroser tout le pays de tablettes », a lancé, le 21 août, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, lors de la 15^e édition de l'université d'été éducative Ludovia.

En 2014, 30 % des professeurs produisaient leurs propres contenus éducatifs contre moitié moins trois ans auparavant

Le manuel papier a la peau dure. « En mathématiques, j'utilisais le manuel version papier, mais en classe je projetais certaines choses. En informatique et sciences du numérique (ISN), j'envoyais souvent le cours par mail », confie Stéphane Obama, jusqu'alors professeur au lycée Evariste-Galois à Sartrouville (Yvelines). La demande scolaire porte en fait moins sur les manuels numériques – faute d'équipements et de crédit suffisants – que sur les ressources numériques, comme l'a démontré en 2014 une enquête TNS Sofres pour Savoir livre (devenu Les Editeurs d'éducation).

On y apprend que les professeurs produisent de plus en plus leurs propres contenus éducatifs : 30 % en utilisaient déjà, contre moitié moins trois ans auparavant. Il y a donc une appétence grandissante du corps enseignant pour les ressources pédagogiques en ligne et même une fidélisation dans toutes les matières – sciences, histoire, géographie et langues en tête.

Le PNE, lui, est venu rejoindre le cimetière des plans numériques pour l'école : « Manuels numériques via l'ENT », ou espace numérique de travail (2009-2014), appels à projets e-éducation (2011-2013), « Collèges connectés ou CoCon » (2014-2017)... Ainsi, l'expérimentation Manuels numériques via l'ENT s'est déroulée dans le cadre de partenariats entre éditeurs scolaires et une vingtaine de conseils généraux et une douzaine d'académies.

Des licences pour les manuels numériques étaient proposées en plus des manuels papier (Lelivrescolaire.fr, Sesamath.net, etc.). « Ce qui ressort de toutes ces années et de la succession de ces plans numériques est aussi le manque de bilans réels des différentes expérimentations et l'absence de continuité dans les actions engagées », déplore M^{me} Marcé.

Concurrence publique-privée

Les éditeurs scolaires se sont épuisés à la tâche – avec, pour certains, l'aide de start-up – dans des investissements parfois sans lendemain ni perspectives de marché. Il y a bien le plan « Banque de

ressources numériques pour l'école » (#BRNEDU) qui, depuis la rentrée 2016, met gratuitement en ligne des milliers de ressources pédagogiques multimédia pour les enseignants et les élèves, du CM1 à la 3^e. Les éditeurs scolaires, dont Belin (avec la digithèque consacrée à l'histoire et à la géographie), Bayard ou encore Gallimard, avaient remporté 80 % des lots de l'appel d'offres.

Mais la gratuité des ressources et manuels numériques proposés par le ministère de l'éducation nationale – Les Fondamentaux, Eduthèque, English for Schools, Prep'Exam, D'COL... – ne risque-t-elle pas de tuer la poule aux œufs d'or de l'édition scolaire imprimée ? D'autant que certaines maisons d'édition voient d'un mauvais œil cette concurrence publique-privée, où l'on ne sait plus très bien ce qui relève des entreprises et de l'administration.

Que cela soit le ministère de tutelle lui-même, son réseau de création et d'accompagnement pédagogiques (Canopé), ou son Centre national d'enseignement à distance (CNED). « Cette "concurrence" pose de nombreuses questions : soit la volonté du ministère est de "nationaliser" l'offre pédagogique par une augmentation de l'offre "gratuite" mise à disposition des enseignants et des élèves, voire des familles, et les acteurs privés doivent le savoir, soit cette concurrence doit s'exercer sans distorsion », prévient Sylvie Marcé, qui estime que

« le manque de visibilité actuel n'incite pas à un grand optimisme ».

Paysage un peu cahotique

Dans ce paysage un peu chaotique, les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) sont en embuscade. Google promeut, sur Edu.google.com, pour les salles de classe ses ordinateurs portables payants Chromebook, utilisés par 60 % des écoles aux Etats-Unis, et ses applications gratuites (Classroom, Classwork, G Suite comprenant Docs et Gmail, Google Cloud-Drive...).

Les ateliers de codage informatique sont aussi pour Apple et Microsoft un moyen de séduire le monde éducatif. Mais, après la polémique soulevée par la confusion entre pédagogie et marketing, le ministère de l'éducation nationale a suspendu en mai les sorties scolaires organisées dans leurs boutiques respectives.

« Les manuels numériques disparaîtront sans doute avant le livre imprimé, au profit de pages et grains de documents et d'exercices » Sophie Pène coauteur en 2014 du rapport « Jules Ferry 3.0 »

Outre l'auto-édition KDP, Amazon a lancé en 2016 une plate-forme éducative baptisée Amazon Inspire – toujours en version bêta et non disponible en France – pour que les enseignants puissent se constituer leur propre « dossier pédagogique » et partager les ressources éducatives avec leurs communautés d'élèves des « K-12 » (primaire et secondaire outre-Atlantique).

L'assistant vocal Alexa d'Amazon devient aussi assistant scolaire à domicile avec Quelle Histoire, de l'éditeur de médias jeunesse Unique Heritage Media. Apple croque également le marché éducatif en vantant l'iPad et son application En classe en guise d'« assistant pédagogique polyvalent ». Microsoft, lui, propose des leçons interactives dans les matières dites STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques). Les ressources en ligne et les applications remplacent progressivement les manuels imprimés, mais aussi numériques. Les réseaux sociaux comme Facebook-WhatsApp et les messageries d'équipe comme Slack font le reste.

Le plan « Lycée 4.0 » de la région Grand-Est

« Les manuels numériques disparaîtront sans doute avant le livre imprimé, au profit de pages et grains de documents et d'exercices, prédit Sophie Pène, coauteur en 2014 du rapport Jules Ferry 3.0 lorsqu'elle était membre du Conseil national du numérique. Ils ne sont pas merveilleusement accessibles et ne sont pas téléchargeables. On ne peut les garder d'une année à l'autre ni facilement récupérer une page ou un élément. »

D'ici à 2020, tous les lycées d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine (soit 355 établissements), devront se débarrasser des livres scolaires en papier

Sur le terrain, les choses avancent néanmoins. La région Grand-Est a décidé d'abandonner complètement les manuels imprimés... D'ici à 2020, tous les lycées d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine (soit trois cent cinquante-cinq établissements), devront se débarrasser des livres scolaires en papier. Ce plan « Lycée 4.0 » fait du manuel numérique le

support de cours des deux cent dix-huit mille lycéens et lycéennes de la région et de leurs vingt-six mille enseignants et personnels administratifs, mais pas seulement.

« Le concept va au-delà du livre numérique, il s'agit d'outils et de ressources mis à disposition des élèves et des professeurs dans les lycées, à domicile et accessibles sur ordinateur portable ou tablette », explique le conseil régional du Grand-Est.

A la rentrée 2018, ils seront cent onze établissements à se lancer dans le 100% numérique et les soixante-cinq mille élèves concernés auront leur sac plus léger et la gratuité d'accès aux ressources numériques par le biais d'un accès individualisé et sécurisé sur le portail Internet Jeunest.fr. C'est une révolution à laquelle participent des maisons d'édition d'ouvrages scolaires du groupe Editis: Bordas, Nathan et Le Robert. Mais les Gafam ne sont pas très loin puisque le Grand-Est a signé avec Microsoft un contrat de licence Office. La vraie course au numérique peut enfin commencer.